



COMMUNIQUÉ DE PRESSE : Le gouvernement crée un comité pour enterrer le service public des transports ferroviaires régionaux.

La mise en place, par le secrétaire d'Etat aux transports, d'un comité chargé de définir les « modalités » d'ouverture à la concurrence des trains régionaux de voyageurs acte la décision du gouvernement de se plier aux injonctions de Bruxelles qui réclame une accélération de la libéralisation dans les transports ferroviaires.

C'est une excellente nouvelle pour Véolia, mais une très mauvaise nouvelle pour tous ceux qui attendent, face aux enjeux sociaux et environnementaux, le développement d'un véritable service public ferroviaire performant, de qualité et accessible à tous.

Le transfert de l'argent public des conseils régionaux vers de grands groupes privés, beaucoup plus intéressés par les dividendes à servir à leurs actionnaires que par les « trains de la vie quotidiennes », confirme le choix du gouvernement de servir en priorité les grands lobbies financiers.

On peut aussi s'interroger sur le sens de la collaboration pleine et entière de la SNCF à ce processus, alors que son président déclarait il y a à peine un mois : « je suis et je serai le président des trains de la vie quotidienne ».

La direction de la SNCF le reconnaît déjà, ce processus sera porteur de différenciation tarifaire d'une région à l'autre, c'est-à-dire d'inégalité d'accès aux trains régionaux suivant lieu d'habitation.

Tout aussi grave, cette nouvelle phase de libéralisation amplifiera la pression sur les conditions sociales, entrainera de nouvelles dégradations des conditions de travail et accentuera la tendance à la baisse du niveau de sécurité des circulations sur le réseau national.

La fédération SUD-Rail mettra tout en oeuvre pour s'opposer à cette nouvelle étape de la marchandisation des services public.

Saint-Denis, le 9 avril 2009, 16h00